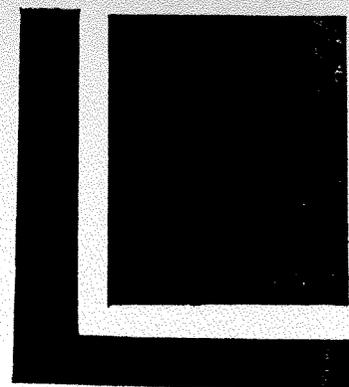


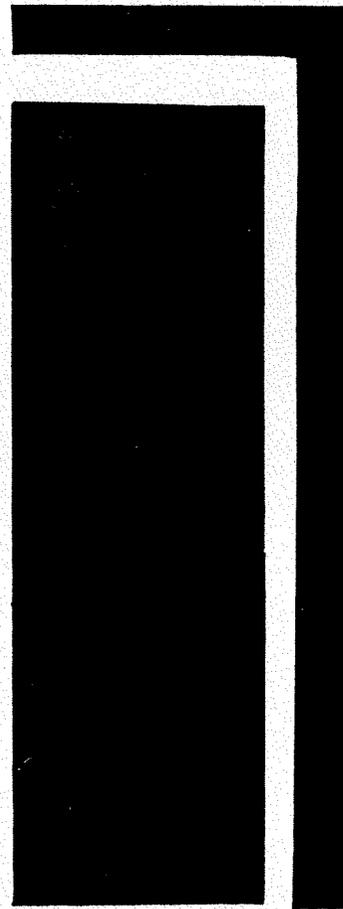
PRIX : 3 FRANCS

# REVOLUTION SOCIALISTE

n° 7



REVUE POLITIQUE IDEOLOGIQUE ET CULTURELLE  
DU PARTI DE L'AVANT GARDE SOCIALISTE



## ESSAI SUR L'HISTOIRE DU mouvement ouvrier algérien

DE 1920

A 1954

## SOMMAIRE

ESSAI .....	3
CE QU'IL FAUT PENSER.....	30
NOTES .....	39
BIBLIOGRAPHIE .....	40

## OBJET DE CET ESSAI

---

a) Mieux connaître les premiers pas du mouvement ouvrier, ses progrès, son rôle son apport, sa stratégie et sa tactique, ses rapports avec les autres mouvements politiques, sociaux, culturels d'Algérie, ses difficultés internes et externes.

La compréhension de ce passé sera facilitée par les leçons tirées de la réalité historique *présente* à la condition de ne pas « déduire le passé du présent » (1), de ne pas « interpréter l'histoire selon les implusions capricieuses du moment » (2). Car il serait tellement facile de faire abstraitement de l'histoire conjecturale, facile aussi (mais tellement faux et injuste) de reprocher aux révolutionnaires d'hier de n'avoir pas analysé les événements de leur temps avec l'expérience historique acquise ultérieurement par nous.

Les premiers marxistes-léninistes avançaient sur un terrain inexploré après avoir rompu avec les conceptions opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale, pour bâtir un parti d'un type nouveau dans un pays où l'idée de Parti, au sens moderne du mot, était une idée neuve et où le code de l'indigénat (3) était un obstacle considérable à l'organisation des Algériens. De plus, ces premiers marxistes étaient d'origine européenne avec ce que cela signifie de difficultés dans les contacts : langue, méfiance des Algériens, absence de conscience nationale algérienne chez ces propagateurs français de l'idée socialiste et difficultés à adapter les principes à l'Algérie, analphabétisme de la classe ouvrière fortement influencée par l'idéologie petite-bourgeoise de la paysannerie dont elle est la fille toute récente, réformisme dominant alors dans le mouvement politique algérien.

Mais plus tard, grâce à cette expérience, à ses échecs et à ses réussites, ceux qui ont relayé les pionniers des idées socialistes chez nous, ont avancé sur un terrain balisé. Cette meilleure connaissance du passé armera les militants révolutionnaires pour les luttes présentes ; ainsi s'opère la liaison entre la réalité d'aujourd'hui et la science historique.

b) Faire reculer les préjugés de certains révolutionnaires non communistes à l'égard du mouvement ouvrier, faciliter la compréhension mutuelle, créer les conditions politiques et psychologiques, dans l'action commune, de l'union de toutes les forces anti-impérialistes et antiréactionnaires autour des objectifs politiques, économiques et sociaux de l'heure.

c) Mettre à la disposition de la classe ouvrière des éléments de réflexion et de recherche pour une histoire scientifique et complète de la classe ouvrière.

Cet essai est donc largement ouvert à la critique et à la discussion pour son enrichissement, avec l'espoir qu'un jour une histoire scientifique du Mouvement ouvrier soit écrite en commun, dans le cadre d'une histoire générale du Mouvement national par des historiens marxistes et progressistes.

---

(1) Les notes sont en fin de texte.

## INTRODUCTION

### 1) Par mouvement ouvrier et pour cette période, on entend ici :

- Les organisations syndicales groupées dans la C.G.T.U. à partir de 1920, la C.G.T. à partir de 1936, l'U.G.S.A. de juin 1954 à 1956 (date de la création de l'U.G.T.A.);
- Les organisations communistes d'Algérie relevant du Parti Communiste Français jusqu'en octobre 1936, et à partir de cette date, le Parti communiste Algérien.

On ne parlera donc des organisations nationalistes toutes représentatives de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie malgré la présence de travailleurs dans leurs rangs, que dans leurs rapports avec le mouvement ouvrier.

2) *Le mouvement ouvrier fait partie du mouvement national et politique moderne* par sa prise de position, dès son apparition organisée, en faveur de l'indépendance de l'Algérie, par la diffusion au sein de la classe ouvrière des idées socialistes, par sa composante ethnique de plus en plus algérienne, par son combat incessant contre le colonialisme et par la lutte revendicative des travailleurs des villes et des campagnes et des masses déshéritées.

### 3) Méthode.

La partie principale de cet essai sera décomposée en trois périodes et ce découpage correspond à des étapes dans la vie et l'activité du mouvement ouvrier :

#### — Première période :

1920 : pénétration des idées marxistes-léninistes et apparition des premières organisations communistes rattachées au P.C.F.

1936 : naissance du Parti Communiste Algérien.

#### — Deuxième période :

1936 : début de l'activité du P.C.A.

1946 : année du redressement politique du P.C.A.

#### — Troisième période :

1946 : élaboration d'une ligne politique et unitaire qui va permettre au P.C.A. de jouer un rôle national de plus en plus important.

1954 : A la veille de la lutte armée.

Ce découpage sera le même pour le mouvement syndical en raison du rôle syndical très important joué en son sein par les militants syndicalistes membres des organisations communistes d'Algérie et plus tard du P.C.A.

#### — Brève analyse politique de la période précédant 1920.

La défaite de l'insurrection de 1871 sonne le glas des soulèvements armés localisés dans les campagnes ; certes il y eut, après 1871, la révolte de Bou Amama en 1880-1882, celle de Miliana-Marguerite au début du siècle, de Beni Chougrane (Oranie) et des Belezma (Aurès)

contre l'extension de la conscription militaire aux Algériens pendant la guerre 1914-1918 ; mais ce furent les dernières filammes d'un feu en voie d'extinction.

La présence française est très lourde : militaire et administrative avec un peuplement européen massif acquis dans son immense majorité à l'exploitation et à l'oppression des Algériens, bénéficiant, à des degrés divers, de cette exploitation, contaminé par le racisme et privilégié par rapport à la grande masse des Algériens.

Une nouvelle forme de lutte apparaît timidement vers la fin du siècle dernier, cette fois dans les villes, relayant les campagnes plongées dans le silence et la misère, entraînant de faibles effectifs de lettrés en français et en arabe, élus ou notables, appelés « Jeunes Algériens », les premiers sensibilisés aux idées françaises de liberté et d'égalité, les seconds aux idées réformatrices et modernistes islamiques des Al Afghani et Abdû, les premiers tentés par l'assimilation à la France, les seconds tenants du Statut personnel (ce qu'on appellera plus tard la personnalité algérienne), les uns et les autres représentatifs des couches sociales moyennes menacées de disparition par la colonisation terrienne, par l'introduction des produits manufacturés, représentatifs aussi d'une bourgeoisie d'affaires étouffée par sa concurrente européenne d'Algérie. La crainte de ces couches moyennes et de la bourgeoisie d'affaires de voir s'aggraver leur situation est d'autant plus vive que la bourgeoisie française d'Algérie acquiert à son profit une certaine autonomie : délégations financières, monnaie, trésor, P.T.T., chemin de fer, gaz et électricité sont « algériens ». L'instituteur Faci, fondateur de « La Voix des humbles » note : « En fait, l'Algérie se comporte comme un dominion ; elle agit en dehors et parfois au-dessus de la tutelle métropolitaine. » (4)

Cette tendance au séparatisme de la colonisation par rapport à la France ira en s'accroissant à mesure que grandira le mouvement politique algérien et que l'Algérie musulmane découvrira (5) dans l'opinion publique de France des forces prêtes à l'appuyer. Ce séparatisme colon sera combattu toujours par les Algériens. *Cette donnée politique ne doit pas être perdue de vue si l'on veut comprendre pourquoi, face au séparatisme européen, le peuple algérien insistera dans les périodes de crise sur la nécessité de l'union de combat avec le peuple de France.* D'autant que les Algériens n'ont aucun droit, qu'ils ont toutes les obligations et que leur vie publique est enserrée dans ce réseau d'interdits qu'était le code de l'indigénat.

Aussi bien, au cours de cette période qui va du début du siècle à 1920 et même au delà, la revendication d'égalité avec les Français était-elle mise au premier plan dans la presse musulmane.

En février 1919 l'ordonnance de Clémenceau élargit — malgré l'opposition de la colonisation — le collège électoral musulman, en portant le nombre d'élus algériens aux deux cinquièmes et en autorisant ces élus à participer à l'élection des maires. Cette réformette ne satisfait pas l'opinion algérienne. Elle est due pourtant à la conjonction de plusieurs facteurs : la pression de l'opinion publique française sensibilisée par la participation des soldats algériens à la grande guerre, les événements de Russie, la proclamation de Wilson, le réveil de l'Egypte avec Zaghoul, la volonté de modernisation de la Turquie et aussi, c'est important, le courant d'opinion créé en Algérie par les « Jeunes Algériens » et le soutien trouvé par eux au sein des organisations socialistes d'Algérie.

Certains des facteurs qui ont pesé sur la promulgation de l'ordonnance de février 1919, vont jouer un rôle extrêmement important sur le cours des événements en Algérie, après la fin de la Première Guerre mondiale :

— Entre 1914-1918, 190.000 Algériens sont allés en France remplacer la main-d'œuvre française non qualifiée, envoyée au front.

— A la même époque les soldats algériens, par dizaines de milliers, combattent sur le front franco-allemand.

A cet égard, Lenine a souligné comment « la guerre impérialiste a aidé la révolution ; la bourgeoisie a tiré des colonies, des pays arriérés, de l'isolement où ils étaient, des soldats

qu'elle a lancés dans cette guerre impérialiste... Elle leur a enseigné le maniement des armes. C'est une science extrêmement utile..., la guerre impérialiste a fait entrer les peuples dépendants dans l'histoire du monde. » (6)

Quant aux travailleurs qui vont en France, ils découvriront progressivement, au contact de la classe ouvrière française, le combat revendicatif et politique moderne, de nouvelles formes de luttes, d'organisation, de solidarité et l'esprit de classe.

— La volonté d'émancipation des peuples colonisés est encouragée par la résurrection de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, l'éveil de l'Égypte et de la Turquie victorieuse en 1922 des Grecs au service de l'Angleterre, la déclaration de Wilson mais surtout par l'événement politique le plus considérable du siècle : la rupture du système mondial de l'impérialisme, en 1917.

Les échos de la grande Révolution d'octobre, dirigée par le Parti communiste bolchevik et Lenine arrivent en Algérie par le canal des journaux colonialistes et les journaux socialistes ; on apprend par bribes que des soldats algériens du 17<sup>e</sup> Régiment de marche, envoyés contre les bolcheviks, fraternisent avec les soldats russes révolutionnaires à Odessa. Les échos du retentissant appel de Lenine et Staline aux peuples d'Orient sensibilisent ceux des Algériens qui ont pu le lire ou en ont entendu parler : « Organisez votre vie nationale en toute liberté et sans entrave. »

Jusqu'à-là, la vie politique dans la communauté musulmane était le fait de notables, propriétaires, commerçants, industriels, intellectuels, professions libérales ; les débats portaient sur les idées réformistes, mais aussi sur les personnes ; l'Algérie populaire suivait de loin les polémiques. L'activité politique dans la population européenne était plus importante mais les journaux des cent seigneurs de la colonisation faisaient l'opinion et des élus européens étaient aussi membres des conseils d'administration de 955 sociétés coloniales dont la majorité relevait du domaine agricole. L'activité des socialistes influençait le prolétariat européen des villes, les fonctionnaires des services publics, les enseignants. Les socialistes étaient rattachés à la S.F.I.O. adhérente à la II<sup>e</sup> Internationale. Comme les autres partis socialistes d'Europe, à l'exception du Parti de Lenine, la S.F.I.O. sombra dans la collaboration de classe avec les bourgeoisies capitalistes.

Aussi, lorsqu'en mars 1919, en pleine guerre civile russe, fut fondée, sur l'initiative de Lenine, la III<sup>e</sup> Internationale par réaction à la faillite politique de la II<sup>e</sup>, un débat d'une grande ampleur politique s'instaura-t-il au sein de chaque parti socialiste européen pour ou contre l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Il concerna aussi les socialistes français d'Algérie. Ces derniers, avec ceux de France, votèrent à une immense majorité, au Congrès de Tours, en décembre 1920, pour l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. C'est ainsi qu'est né le P. C. F.

La minorité s'organisa dans la S.F.I.O. La C.G.T. se scinda en C.G.T. Unitaire proche du P.C.F. et en C.G.T. proche des socialistes. En Algérie, ces ruptures eurent les mêmes répercussions dans les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière essentiellement européenne ; les organisations communistes d'Algérie virent le jour, liées au P.C.F. Au II<sup>e</sup> congrès de la III<sup>e</sup> Internationale communiste (19-7 au 7-8 1920) furent adoptées les vingt-et-une conditions à l'adhésion à cette Internationale. La huitième condition fut ainsi libellée :

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime d'autres nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette.

» Tout parti désireux d'appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale est tenu de démasquer impitoyablement les entreprises de « ses » impérialistes dans les colonies, de soutenir, non en paroles mais en faits, tout mouvement de libération dans les colonies, d'exiger qu'en soient expulsés les impérialistes nationaux, de cultiver dans le cœur des ouvriers de son pays une attitude vraiment fraternelle à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et de poursuivre une agitation systématique parmi les troupes de son pays contre toute oppression des peuples coloniaux. » (7)

Après l'adoption des vingt-et-une conditions, Lenine déclara à ce même congrès :

« L'impérialisme mondial ne pourra que s'écrouler quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés dans chaque pays surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière, fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient en dehors de l'histoire et considérés comme n'en étant que l'objet. » (8)

Il attira ensuite, et à plusieurs reprises, l'attention des partis communistes sur les difficultés à faire passer dans la pratique les conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. Désormais sera engagée — en liaison avec la vie — une longue et dure bataille pour assimiler le marxisme-léninisme, se débarrasser de l'influence social-démocrate, forger un parti d'un type nouveau. Ce ne sera pas une tâche facile, comme nous le verrons pour l'Algérie.

Mais déjà les représentants lucides de la colonisation avaient entrevu le danger des idées nouvelles. C'est ainsi que Morinaud, député de Constantine, écrivit le 30 décembre 1920 : « Avec le vent qui souffle de Moscou, il est à craindre qu'avant peu nous ayons en Afrique du Nord, des émissaires musulmans prêchant l'insurrection. » (9).

En feuilletant « La Lutte sociale » entre 1920 et 1936, Jacques Berque a noté la différence de ton et de fond entre « les figures » des numéros de 1920-21 et celles des numéros de 1936. Il y a sans doute noté aussi les différences entre l'ampleur et le contenu des luttes, en d'autres termes les progrès des organisations communistes dans les milieux algériens.

Désormais, à l'idée nationale renaissante, le marxisme-léninisme donnera une dimension et un contenu nouveaux ; il en sera le ferment. La politique sera aussi le fait de l'ouvrier, du paysan pauvre, des petites gens ; ainsi commence l'étape de la vie politique moderne. Au résistant armé du siècle dernier succède le militant révolutionnaire dont l'horizon s'élargira à l'échelle de la planète, liant son combat à celui de ses frères opprimés des autres colonies, à celui de ses frères ouvriers français et russes qui, très loin, édifient le premier État socialiste du monde. Période si proche de nous que nous percevons encore ses ondes de choc et les battements de cœur de cette Algérie de nos parents et grands-parents.

## 1. — LES ÉTAPES

### 1) 1920-1936

#### - LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le poids de 90 ans de colonisation, les conséquences sociales de la guerre 1914-1918 aggravent considérablement les conditions de vie des Algériens, surtout des couches les plus pauvres. Les mauvaises récoltes se succèdent : 3 200 000 quintaux de blé en 1920 pour 7 100 000 en 1918. 7 500 000 quintaux d'orge en 1918, 2 700 000 quintaux en 1920. De 7 900 000 têtes en 1919, le cheptel tombe à 3 300 000 en 1927. Entre 1917 et 1930, la superficie totale des exploitations algériennes diminue de 29,68 %, passant de 9 224 979 ha à 7 563 000 ha. Cette diminution se fait au détriment des petits paysans et au bénéfice de la colonisation (10) et des gros propriétaires fonciers algériens, compte tenu de l'augmentation de la population dans les campagnes et des effets de l'érosion.

La crise économique du capitalisme mondial qui débute à partir des Etats-Unis en 1929, frappe très durement la France et l'Algérie, secouant les fondements de la colonisation. Les exportations algériennes diminuent brutalement ; entre 1926 et 1935, la diminution globale est de 477 333 000 francs ; elle affecte surtout les produits de la paysannerie algérienne. On enregistre aussi une chute dans l'exportation des minerais. Fer : le tonnage exporté passe de 1 630 213 tonnes en 1930 à 370 284 en 1932 ; les phosphates : 765 344 tonnes à 331 924 pour les mêmes années ; chute également pour l'exportation des huiles, du liège. Le trafic ferroviaire diminue de 25 %. Pour la première fois, le budget de la colonisation est en déficit : 75 millions de francs en 1932, 115 millions en 1933, alors que les charges fiscales augmentent : 31 212 971 francs en 1926, 730 620 136 en 1935 ; en 1934 on augmente les impôts et taxes sur le sucre, le thé, le tabac. Le franc est déprécié.

La colonisation est atteinte dans sa citadelle agricole : le vignoble, la production de 5 millions d'hectolitres en 1921, atteint en 1934 22 042 762 ; la France qui absorbait une grande partie du vin algérien voit sa production passer, pour la même période, de 45 millions d'hectolitres à 76 millions ; elle limite l'importation des vins d'Algérie qui, de complémentaires, deviennent concurrents pour le vin français ; la crise frappe les agrumes ; soucieuse de stimuler son industrie en crise et de résorber le chômage, la France en échange de l'exportation de ses produits fabriqués, s'ouvre aux produits agricoles des pays méditerranéens. La contradiction s'aiguise entre la colonisation terrienne et certains milieux capitalistes français.

Les fellahs ruinés quittent la campagne pour les villes. Entre 1926 et 1936 la population des villes passe de 496 305 habitants à 708 173 ; la densité de la Casbah d'Alger de 2 028 à l'hectare en 1921 atteint 2 817 en 1931. L'émigration algérienne vers la France qui totalise 617 469 personnes entre 1920 et 1938, subit une diminution : le chômage sévit en France, les émigrés reviennent de France à partir de 1930 et grossissent les rangs des chômeurs.

En 1929 on compte, en Algérie, 20 661 ouvriers français gagnant entre 18 et 40 francs par jour, 21 251 ouvriers européens non naturalisés français gagnent entre 18 et 35 francs et

84 150 ouvriers algériens gagnant entre 10 et 13 francs. Les salaires baissent : les mineurs touchent 6 francs pour une journée de 10 heures, les hommes de quai sur le port d'Alger 12 francs, les manœuvres de bâtiment 1 franc de l'heure. A Alger le prix du pain passe de 1,10 F en 1923 à 2,35 F en 1926. Les pommes de terre de 0,75 à 1,70 F, la viande de mouton de 4,5 F à 9 F, la farine de 0,8 F à 1,90 F (11). Sur un salaire mensuel de 260 francs, un docker d'Alger paye 80,70 francs de taxes et d'impôts.

Commerçants et artisans se ruinent, faute de clients et sous l'effet de la pénétration des produits manufacturés étrangers. « Babouchiers, cordonniers, brodeurs, tous n'ont rien à faire, tous se promènent dans les rues, offrant ainsi le triste spectacle du chômage. (Journal « Oran Matin » du 17-12-1933.

Que dire des campagnes ? La misère y est atroce. Les ouvriers agricoles (permanents, saisonniers ou temporaires) touchent 5 francs par jour. « La Voix indigène », journal de Constantine écrit dans son numéro du 25 janvier 1934 : « C'est une armée considérable de 4 millions de faméliques qui sillonnent tout le territoire : guenillards en haillons sordides, marchant pieds nus, dans la boue et la neige, couchant à même le sol, jonchant les grandes routes de cadavres et semant sur leur passage les épidémies les plus effroyables. »

#### - LES LUTTES SOCIALES ET LEURS PROLONGEMENTS POLITIQUES

Cette situation débouche sur des luttes sociales de plus en plus intenses entre 1920 et 1936, facilitant l'organisation des travailleurs dans les syndicats, l'adhésion des plus conscients d'entre eux aux organisations communistes, la pénétration des idées islamistes (réformistes) au sein de la petite et moyenne bourgeoisie citadine. La vie politique s'anime dans les villes, foyers politiques rayonnant sur les campagnes. L'association des Oulama naît en 1931, la Fédération des élus en 1932. Cheikh Ben Badis joue un rôle remarquable dans la première, le Dr Bendjelloul préside la seconde dont F. Abbas fait partie.

C'est en France que l'Etoile Nord-Africaine voit le jour en mars 1926 avec le concours actif du P. C. F. Son premier président, Hadj Ali Abdelkader faillit être élu député par les ouvriers de la région parisienne (40 781 voix) sur une liste du P.C.F. dont il était membre du Comité central. Un an plus tard Messali lui succéda. L'Etoile Nord-africaine, d'organisation revendicative, devint mouvement politique, posa le problème de l'indépendance et, à la suite de deux dissolutions, deviendra le P.P.A. en 1937.

C'est dans les réunions publiques et dans la presse des organisations communistes d'Algérie que retentit pour la première fois en Algérie le mot d'ordre de l'indépendance nationale. En 1924, le délégué communiste au congrès des travailleurs nord-africains à Paris appelle à la lutte « par tous les moyens et sans condition pour l'indépendance ». (12) Et c'est par rapport à ce mot d'ordre que se fera alors le partage au sein des organisations communistes entre les révolutionnaires anti-impérialistes et les réformistes encore sous l'influence de la social-démocratie.

Le congrès de Lille de 1926 du P.C.F. (auquel, rappelons-le- étaient rattachées les organisations communistes d'Algérie) pose le problème en termes clairs :

« L'oppression française fait naître chez les peuples coloniaux un sentiment national qui domine et prend le pas sur la lutte des classes qu'il masque souvent complètement. Etant pour la libération nationale, nous n'avons pas le droit de rester neutres vis-à-vis de ce mouvement dont nous reconnaissons le rôle historique. Toutefois, notre Parti ne saurait fusionner avec le mouvement nationaliste sans abandonner son rôle propre... »

» L'action pour créer ou développer les organisations syndicales, luttes de classes, pour entraîner le plus possible d'indigènes, doit être menée énergiquement. Il en est de même pour le Parti et nous devons tendre à ce que la composition nationale du prolétariat de la colonie se reflète dans la composition de notre Parti...

» ...Plus d'attention doit être accordée à la question agraire... » (13)

La rupture de Messali et de l'Etoile Nord-africaine avec le P.C.F. ne peut s'expliquer, donc, par le grief fait au P.C.F. d'abandon de l'idée d'indépendance. N'est-elle pas due, plutôt, au choix définitif par Messali de l'idéologie petite-bourgeoise et panislamiste sous l'influence de Chekib Arslan ? (14). N'y a-t-il pas lieu de faire un parallèle entre lui et un militant du P.C.F., resté lui, fidèle à l'idéal du socialisme, Nguyen Ai Quoc devenu plus tard Ho Chi Minh et entre leurs destins respectifs ?

Dès avant le congrès de Lille de 1926, la section de Sidi Belabbes (1921) ainsi que des responsables de la conférence de Blida, furent exclus pour leurs positions colonialistes. La lutte idéologique se poursuit à l'extérieur et à l'intérieur des organisations communistes, en liaison avec l'action revendicative : politique, sociale et économique et la recherche de l'union avec les éléments les plus avancés alors du mouvement politique musulman.

C'est ainsi qu'à Alger en mai 1925, une liste dite « Bloc ouvrir et paysan » se présenta aux élections municipales, comprenant l'Emir Khaled, ses amis et des militants communistes algériens, concrétisant les premiers progrès des organisations communistes en milieu musulman. Face à cette liste se présentèrent, aidés par l'administration effrayée, des représentants de la bourgeoisie citadine : commerçants, industriels, professions libérales. Jamais, jusqu'alors, élections n'avaient eu un tel contenu politique. L'administration réprima, truqua et fit « élire » la liste des notables par 626 voix contre 551 à la liste conduite par Khaled.

Les communistes ne délaissent pas le premier collège (européen) ; au contraire, ils sont présents presque à toutes les élections (municipales, cantonales, législatives) dans les grandes villes ; ils obtiennent un fort pourcentage de voix, dépassant les socialistes à Alger ; mais le nombre de voix obtenues par eux diminue à mesure que leur politique anti-impérialiste est connue. D'autant que la presse colonialiste, toute puissante, agite l'épouvantail du danger arabe.

La conférence d'Alger de 1926 accentue la clarification des problèmes idéologiques et politiques :

« Dans le cas de l'Algérie, le rôle du P.C.F. sera de contribuer à la formation d'une organisation à caractère national, afin d'entraîner dans la lutte contre l'impérialisme français, contre les gros propriétaires fonciers, les masses des paysans arriérés, les intellectuels, les artisans qui ne voient pas encore la double exploitation dont ils sont l'objet et pour qui l'indépendance est le seul remède à leur situation. Même si ce mouvement n'aboutissait qu'à une révolution purement nationale, notre devoir est de le soutenir parce qu'il mettra, à ce moment-là, à nu les antagonismes de classes qui permettront l'avènement d'une révolution prolétarienne.

» Les revendications partielles ne peuvent en aucune circonstance masquer le but final pour lequel nous luttons, c'est-à-dire l'indépendance de l'Algérie.

» Deux tâches confondues en une seule incombent aux partis communistes coloniaux : d'une part, ils luttent pour un solution radicale des problèmes de la révolution démocratique bourgeoise ayant pour objet la conquête de l'indépendance politique, d'autre part, ils organisent les masses ouvrières et paysannes pour leur permettre de lutter pour les intérêts particuliers de leur classe et utilisent à cet effet toutes les contradictions du régime nationaliste démocratique bourgeois. » (15)

Texte capital adopté par 15 voix contre 10 et suivi de l'exclusion de Constant, chef de file d'une minorité réformiste ; mais ces dix voix confirment que l'influence social-démocrate n'a pas disparu des rangs communistes.

Les efforts pour « l'arabisation » des organisations communistes orientent ces dernières « vers les travailleurs indigènes (avec) la nécessité de faire avancer aux postes de responsables des Indigènes sans pourtant abandonner les travailleurs européens ». (16)

Cette algérienisation progresse lentement dans les luttes politiques et syndicales ; ces luttes connaissent de grands moments comme en témoigne la solidarité active organisée et impulsée en 1925 par les communistes en faveur d'Abdelkrim et de sa guerre juste au Rif

contre la coalition militaire franco-espagnole ; manifestations de masse : Oran 3 500 personnes ; Belabbes, 5 000 ; Blida, 3 000 ; 5 000 à Alger. « La lutte sociale » est saisie trois fois en octobre 1925 ; on compte 15 militants à la prison de Serkadji (Barberousse), musulmans et européens, poursuivant la lutte par une grève de la faim pour obtenir le régime politique. A la même époque, les communistes protestent contre le bombardement de Damas par les Français et soutiennent la lutte armée des Druzes en Syrie contre la France.

La vie politique s'élargit avec une volonté d'agir, de s'exprimer, de s'organiser qui se manifeste par la naissance de 110 organisations éducatives, sportives, culturelles, etc... à travers l'Algérie, les journaux anciens et nouveaux, « L'Ikdam », « L'Entente », « La Défense », « La Justice », « Ach-Chehab », « El Bassaïr », « Al Oumma », « La Lutte Sociale », (avec une page en arabe), « Algérie ouvrière » (des syndicats CGTU), etc... La montée du fascisme en Europe avec Hitler, sa menace en France et en Algérie ne laissent pas indifférents les Algériens mêlés aux travailleurs européens dans de puissantes manifestations de rue en 1934 et 1935 (15 000 manifestants à Alger en octobre 1934 avec drapeaux verts et rouges mêlés et la participation de femmes musulmanes voilées).

Les luttes sociales sont âpres et massives.

A la veille de la scission syndicale de 1920 on comptait 101 syndicats ; au lendemain de la scission, la CGTU affiliée à l'Internationale syndicale rouge rassemblait la majorité des syndicats d'Algérie, formés essentiellement d'Européens et dont le fer de lance était le syndicat des Cheminots.

« La lutte sociale » du 19 novembre 1926 précisait : « les revendications immédiates... (sont) un levier révolutionnaire, un... moyen d'entraîner les masses vers des actions plus efficaces et plus révolutionnaires ».

Les luttes menées par les travailleurs européens ont au début valeur d'exemple pour les Algériens. Etant donné le code de l'indigénat elles étaient nécessairement liées aux revendications politiques ; la participation de plus en plus grande des Algériens aux luttes rendaient caducs certains aspects de ce code, élevait le niveau politique des travailleurs. La CGTU ne négligeait pas les problèmes politiques. Par rapport aux autres syndicats de l'époque, elle avait une certaine autonomie, agissant comme une « Union algérienne ». Au congrès de novembre 1931 de la CGTU, les syndicats algériens firent adopter l'idée d'une centrale algérienne. Elle participait aux actions de solidarité, aux luttes antifascistes et contre la répression ; elle posait le problème de la langue arabe et du culte musulman brimé ; elle menait avec succès la lutte contre le réformisme et l'Union départementale d'Alger mit à sa tête deux militants communistes, Fayet et Marouf. Elle faisait des efforts particuliers en direction des travailleurs les plus durement exploités, les moins qualifiés : service du nettoie-toit, dockers, bâtiments et plus tard les mineurs, les ouvriers agricoles. La CGTU encourageait la solidarité entre travailleurs algériens et européens. C'est ainsi que les grèves du bâtiment à Oran en 1934 ne prirent fin qu'après que les travailleurs musulmans eurent les mêmes avantages que leurs camarades européens. En 1932, elle contribua à arracher le droit à l'adhésion syndicale pour les travailleurs algériens. En 1934 fut obtenu le droit pour les Algériens d'être membres des bureaux syndicaux. De nombreux Algériens accédèrent aux postes de responsabilités syndicales.

On comptait 42 grèves en 1926 avec 6 317 grévistes dont 1 000 Algériens, 220 en 1936 avec 52 885 dont plus de la moitié d'Algériens ; à la pointe du combat on trouve les dockers. La répression frappe les travailleurs. Abdallah, secrétaire de l'Union locale de Annaba est assassiné à résidence, Nicolas Zamettacci, secrétaire du syndicat des chaudronniers et forgeron d'Alger est emprisonné. De nombreux grévistes connaissent la prison (17). La crise de 1930 et le chômage ralentissent l'action revendicative ; en mettant plus à nu les tares du colonialisme, en frappant aussi les couches sociales laborieuses européennes, elle accentue les différenciations sociales au sein de la colonisation, facilitant l'union antifasciste entre socialistes et communistes et l'unité syndicale se réalise en Algérie et en France en mars 1936. On compte alors 50 000 syndiqués en Algérie. A la veille de 1936 le tableau des contradictions objective se présente ainsi :

a) Contradiction entre le peuple algérien et l'impérialisme français ; c'est la contradiction *fondamentale* avec son *aspect exacerbé* entre le peuple algérien et la grosse colonisation terrienne ;

b) Contradiction entre la grosse colonisation terrienne et certains milieux capitalistes français, approfondissant la tendance fascisante et séparatrice de la grosse colonisation ;

c) Contradiction entre les travailleurs européens d'une part et le patronat et l'administration colonialiste d'autre part

d) Contradiction entre la grosse colonisation et les petits colons.

La deuxième contradiction sera perçue comme principale par les organisations algériennes du congrès musulman et les organisations communistes l'exploiteront pour isoler la grosse colonisation et rendre plus consciente l'alliance naturelle entre le peuple algérien et le prolétariat français. Si l'on fait abstraction de ces contradictions et de la répartition des forces qu'elles impliquent, on ne peut pas comprendre la ligne de conduite du congrès, la tactique du PCA et la mobilisation du peuple algérien autour du congrès musulman et de sa charte.

Luttes sociales, luttes politiques, manifestations de paysans en 1932 (2 500 fellahs à Blida avec à leur tête le militant communiste Ahmed Mahmoudi), 2 000 à Sétif ; les changements qui s'annoncent en France stimulent la montée du mouvement populaire algérien. Ferhat Abbas écrira plus tard : « Jamais le peuple algérien n'avait été aussi unanime dans ses espérances » (18) et André Noushi qualifie de « stupéfiants » les mouvements de masse qui déferlent sur l'Algérie et parle de « houles venues du fond de l'humanité algérienne » (19). Chombart de Lauwe dans « Renseignements coloniaux » (20) prédisait : « Jusqu'à maintenant les agitateurs communistes n'ont pas été écoutés par les masses indigènes, mais demain, dans un milieu plus homogène, leur propagande cheminera plus facilement ».

Au contact des masses travailleuses cette propagande est devenue une formidable force matérielle. Ben Badis avait raison de dire que « le communisme est le levain du peuple ».

Couronnement de cette vague irréversible dont la classe ouvrière jeune et dynamique constitue indiscutablement *l'avant-garde dans l'action*, se produisent parallèlement au recul du fascisme en France et à la victoire du Front populaire, deux événements très importants :

— La naissance du congrès musulman en juin 1936, rassemblant communistes, Oulama, Fédération des élus musulmans, socialistes, personnalités inorganisées ;

— La naissance du Parti Communiste Algérien en octobre de la même année, au cours d'un congrès constitutif tenu à Alger.

## 2) 1936 - 1946

Le programme du Congrès musulman en six points (politiques, économiques, culturels, sociaux) avait un caractère immédiat ; c'était une plate-forme commune entre toutes les composantes politiques du Congrès. Les communistes avaient proposé d'inclure comme objectif général, l'élection d'un Parlement algérien, mais cette proposition n'ayant pas fait l'unanimité, ils la retirèrent soucieux d'éviter la division.

Une intense activité précéda et surtout suivit le départ en France de la délégation du Congrès. Elle était chargée d'exposer au gouvernement du Front populaire présidé par Léon Blum, aux partis du Front populaire (PCF, SFIO, Parti Radical) et à l'opinion française les revendications du peuple algérien. L'unanimité du peuple la soutenait. C'est devant 20 000 personnes enthousiastes qu'elle rendit compte à son retour de sa mission, au stade municipal d'Alger, acceptant l'idée du projet Violette (21) parce que le statut personnel des Algériens était respecté. Et c'est devant le même auditoire que Messali lança le mot d'ordre de l'indépendance et émit la seule note discordante en condamnant ce projet Violette

qui allait devenir un sujet de division entre lui et le Congrès et le point noir autour duquel la grosse colonisation et le peuple algérien se battront, la première pour l'empêcher de voir le jour, le second pour l'arracher.

La classe ouvrière urbaine continue à être à l'avant-garde de ce vaste mouvement intensément vécu par la population des villes et des campagnes. Le premier trimestre 1936 est marqué par des manifestations contre le chômage, la vie chère, par des grèves d'ouvriers agricoles dans la région de Mohammedia où l'influence communiste est déjà importante. Le 1<sup>er</sup> mai et les jours suivants grève de dizaines de milliers de travailleurs, 100 000 estime-t-on, avec occupation d'usines ; l'Union départementale des syndicats d'Alger enregistre 25 000 nouveaux adhérents essentiellement algériens ; 14 juillet : défilé monstre pour le soutien au Front populaire. Décembre : les dockers d'Alger refusent de charger un bateau pour la zone occupée par Franco en guerre contre la République et le gouvernement espagnol de Front populaire.

L'action des travailleurs et les grèves en France aboutissent à la signature de dizaines de conventions collectives. Jamais le patronat colonialiste n'avait subi semblable défaite. La convention arrachée par les dockers (fixation des horaires de travail, de la rémunération, du contrôle syndical sur l'embauche) déchaîne la colère des acconiers et des colons de la Mitidja. L'administration à leur service utilise la répression, les dockers réagissent, le port est louk-outé. En 1937 : le mouvement revendicatif s'amplifie lié aux problèmes politiques ; 1<sup>er</sup> mai défilé de 100 000 travailleurs à Alger avec participation des ouvriers agricoles ; une grande journée d'action des travailleurs des campagnes est organisée ; 3 000 adhésions à l'Union départementale des syndicats d'Alger ; chez les prolétaires de la terre, Jacques Berque note : « Beaucoup d'espoirs dans le Front populaire et la « Cigiti » (CGT) ». « Au-delà de la revendication ouvrière, c'est une éducation civique qui se répand... (grâce aux syndicats)... Cette éducation à long terme aura constitué son (la CGT) titre principal » (22)

Provoquée aussi par l'amélioration de sa composition ethnique, la constitution du PCA favorise cette amélioration. Le PCA appuie les luttes revendicatives, pousse à la lutte politique, organise la solidarité avec l'Espagne républicaine où participent au combat antifasciste de nombreux communistes algériens tel Rabah Oussidhoum, (commandant du bataillon octobre tombé sur le front de Madrid), ou bien encore Guessoum, Raffini, Laban (23), avec le peuple albanais et le peuple éthiopien agressés par l'Italie de Mussolini. L'influence du PCA se mesure aux actions de masses qu'il impulse, à ses succès électoraux. Pour le premier collège son désistement au deuxième tour permet l'élection dans les villes de quelques députés Front populaire. Dans le deuxième collège, la liste « d'union populaire » qu'il forme avec des progressistes aux élections municipales de 1937 à Alger, est élue par 1 050 voix de moyenne pour 870 à celle de Tamzali et 920 du P.P.A. Aux élections cantonales de Cherchell, la même année, son candidat Boukhorj bat le candidat de l'administration par 4 500 voix contre 2 500. Ce succès inquiète fortement les colonialistes et amène le PPA à une attitude anticommuniste ce qui déclenche entre les deux partis une polémique marquée de part et d'autre par le sectarisme mais qui reflète en même temps une lutte entre deux idéologies : l'idéologie de la classe ouvrière et celle de la petite bourgeoisie.

L'Algérie bénéficie de certaines mesures prises par le Front populaire pour la France :

— Semaine de 40 heures et congés payés pour les travailleurs des villes, des travaux publics et des mines ;

— Quart colonial étendu aux fonctionnaires algériens (jusqu'à cette indemnité n'était versée qu'aux fonctionnaires français) ;

— Salaire minimum pour les ouvriers agricoles ;

— Office du blé pour assurer aux petits cultivateurs un juste prix d'achat ;

— Mesures contre l'usure dans les campagnes ;

— Libertés d'expression, d'organisation, de réunions (grosses brèches dans le code de l'indigénat).

Mais une grande déception va naître au sein des masses algériennes face aux tergiversations du gouvernement du Front populaire (qui ne comprend aucun ministre communiste) à propos du projet Blum-Violette et après le retour en France en 1937 d'une seconde délégation du congrès musulman. Ben Ali Boukhort, alors secrétaire du PCA, déclarait en juillet 1937 : « le gouvernement du Front populaire s'est laissé trop intimidé par la réaction impérialiste et fasciste ; et cela cause une profonde déception dans les masses laborieuses d'Algérie » (24). La grosse colonisation avait réussi à saboter ce projet avec les organisations fascistes, P.P.F., Croix de Feu, puissants en Algérie. La déception grandit avec la répression qui frappe les ouvriers en grève dans les campagnes (Aïn Defla, Ténès, Mohammédia). Le P.P.A. qui obtient des succès électoraux avec Messali emprisonné et Douar est dissous ; le P.C.A. et le Congrès protestent contre cette mesure ; les attaques du P.P.A. contre le projet Blum-Violette, ses critiques contre le Congrès l'isolent du Congrès musulman mais lui valent une audience importante dans la jeunesse. Daladier est au pouvoir ; Hitler a les mains libres en Tchécoslovaquie, encouragé par la France et l'Angleterre contre l'U.R.S.S. La République espagnole succombe. Le Dr Bendjelloul trahit le Congrès musulman. La répression s'aggrave ; en 1930 on prévoit 188 940 000 francs pour la police sur un budget algérien de 719 800 000 francs.

En septembre 1939 débute la seconde guerre mondiale. Le PCA est dissous ; sa clandestinité durera quatre ans ; il sera le seul parti algérien à s'activer y compris sous l'impitoyable régime pétainiste. « La Lutte sociale » ne cessera pas de paraître ; le P.C.A. lance le mot d'ordre de Front pour la liberté et contre le fascisme. Les camps de concentration reçoivent les communistes parmi lesquels Larbi Bouhali, Rachid Dalybey, Kouch Younès, etc..., et des nationalistes. Messali est condamné à 16 ans de travaux forcés. Au procès des 61, le 18 mars 1942, 41 communistes sont condamnés : 6 à mort, dont une femme, 9 aux travaux forcés à perpétuité, 14 aux travaux forcés à temps, 12 à des peines de prison.

A la prison d'Alger, sur 60 communistes, 15 meurent de typhus. Kaddour Belkaïm, secrétaire du P.C.A., succombe en juillet 1940 des suites du régime de la détention. Période sombre pour le peuple algérien avec une oppression aggravée, la suppression des droits arrachés au temps du Front populaire, un pillage systématique des richesses algériennes envoyées en Allemagne, le recrutement de travailleurs pour l'industrie nazie, le rationnement de l'alimentation de base alors que des fortunes s'amassent, considérables, grâce au marché noir. Les syndicats sont dissous.

Ce n'est que huit mois après le débarquement des anglo-américains, que les détenus politiques algériens sont libérés des prisons et des camps, grâce, en particulier, à l'action menée en leur faveur par les députés communistes français déportés par Daladier dans les camps du Sud-Algérien en 1939 et libérés début 1943.

La tâche principale des communistes algériens, aidés par leurs camarades français, était dictée par l'objectif général de l'heure valable pour tous les peuples du monde, y compris les peuples colonisés : la défaite de l'Allemagne hitlérienne, condition de toute marche en avant et de l'apparition de ce processus imposé par les forces anti-impérialistes et qu'on appellera plus tard la décolonisation. En même temps les communistes réclamaient l'application des libertés démocratiques, l'amélioration des conditions de vie des masses les plus déshéritées, l'expropriation des gros colons et des gros féodaux qui avaient aidé Vichy et collaboré avec les hitlériens. La situation dans les villes, et surtout dans les campagnes était désastreuse ; chaque Algérien avait droit à 250 grammes de pain ou de blé par jour et par personne ; mais la distribution était sabotée ; le blé coûtait 10 000 francs au lieu de 4 000 francs le quintal. L'orge 5 000 au lieu de 2 500. De 7 500 kg d'orge par mois et par personne à la campagne, la ration tombe à 4 500 kg ; elle n'est pas toujours distribuée ; c'est la famine. La campagne 1943-1944 avait donné 2 909 000 quintaux de blé alors qu'il aurait fallu 5 085 000 quintaux. Les gros producteurs stockaient les céréales, les intermédiaires majoraient les prix.

« La Lutte sociale » est empêchée de reparaitre, « Liberté », alors organe de la délégation du P.C.F. en Algérie, est censuré. Il posait le problème algérien en termes « négatifs » pour tourner les difficultés de la censure et s'adresser aux Algériens. Ainsi le numéro

du 26 juillet 1945 écrivait : « L'assimilation implique un être assimilé et un être assimilateur, ce qui suppose un être inférieur et un être supérieur. Non ! Nous sommes pour l'égalité totale des races. »

L'ordonnance du 7 mars 1944 ouvrait le collège européen à 60 000 électeurs algériens dans le respect de leur statut personnel et étendait le droit de vote dans le deuxième collège à tous les Algériens à partir de 21 ans. Aux élections législatives de 1945, les candidats du P.C.A. (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> collèges) enlevèrent de nombreux sièges. Ferhat Abbas et ses amis des Amis du Manifeste, créé en 1943 et le P.P.A. n'avaient pas présenté de candidats.

Les massacres et arrestations de mai-juin 1945 précédés d'une ténébreuse provocation, événements prévus et dénoncés par « Liberté », sont destinés à stopper le mouvement national au début de son essor.

Après avoir procédé, par une série d'articles de Amar Ouzegane, à un amalgame entre administration et P.P.A. quant à l'origine de la provocation qui précéda les massacres, le P.C.A. rectifie sa position et entreprend, quelques mois plus tard, une grande campagne pour l'amnistie aux détenus et la formation de comités qui rassembleront nationalistes et communistes, ce qui aboutit, en mars 1946, à la libération des emprisonnés politiques. Son échec aux élections de 1946, qui virent le succès triomphal des candidats du Manifeste, amena le P.C.A. à faire, au cours de la réunion de son comité central élargi de juillet 1946, une critique publique de son activité, à définir une ligne nationale plus en conformité avec les réalités de l'Algérie sous le mot d'ordre de République algérienne démocratique, ayant sa Constitution, son Parlement, son gouvernement, à préciser sa politique unitaire avec le mot d'ordre de Front national démocratique algérien pour la liberté, la terre et le pain. Cette politique d'union sera poursuivie et appliquée sans défaillance, avec une remarquable persévérance, une patience qu'aucun refus ne rebutera.

### 3) 1946 - 1954

L'après guerre se traduit par des changements considérables à l'échelle du monde : formation d'un camp anti-impérialiste avec l'Union Soviétique et les démocraties populaires (système socialiste), progrès considérables des mouvements ouvriers dans les pays capitalistes, essor extraordinaire de mouvements nationaux marqué par la libération de certains pays anciennement dépendants (Inde, Indonésie, Birmanie, Ceylan, Libye, Liban, Syrie, Philippines) et les progrès de la lutte nationale dans les autres. La victoire des communistes en Chine renforce considérablement le camp anti-impérialiste en 1949.

Face à ce camp, se forme le camp impérialiste avec, à sa tête, les Etats-Unis d'Amérique, avec les pays capitalistes d'Occident et toutes les forces colonialistes et réactionnaires affolées par les conséquences de la défaite hitlérienne.

Déjà avant la fin de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, les Etats-Unis commençaient à mettre au point un front antisoviétique et anticommuniste, cherchaient à supplanter dans leurs colonies la France et l'Angleterre affaiblies par la guerre. Par la suite, le plan Marshall est appliqué à l'Europe pour sauver le capitalisme des assauts de la classe ouvrière européenne. L'alliance atlantique est créée en 1949, complétée par le CENTO (Pacte de Bagdad) et l'OTASE dirigés contre les pays socialistes, les peuples arabes et les peuples d'Asie. Les Etats-Unis se réarment ; la bombe atomique, dont ils détiennent seuls le secret et qu'ils ont lancé contre le Japon, leur assure momentanément la supériorité militaire. Les dangers de guerre n'ont jamais été aussi grands.

Cette guerre sévit au Vietnam, menée par la bourgeoisie française aidée par les Etats-Unis ; cette bourgeoisie qui avait cédé, au lendemain de la défaite nazie devant la pression de la classe ouvrière française et les peuples coloniaux, cherche à mettre en cause les acquis progressistes de la Constitution française de 1946. Elle réprime sauvagement à Madagascar et plus tard en Tunisie et au Maroc. Les dirigeants socialistes français jouent

un rôle important dans cette « gérance » sanglante des intérêts impérialistes français. Naegelen attache son nom aux « élections à l'algérienne » avec la nouvelle Assemblée mal élue issue du statut de l'Algérie. Le socialiste Ramadier expulse les ministres communistes français de son gouvernement pour inféoder plus facilement la France aux Etats-Unis et poursuivre aisément la répression « outre-mer ».

En 1947, le P.C.A. estime à juste titre qu'il faut lier la lutte de libération à la lutte du camp anti-impérialiste, renforcer l'alliance de combat entre le peuple algérien et la classe ouvrière française et ne pas séparer la lutte de libération du combat général pour la paix mondiale d'autant que l'Algérie est incluse comme « département français » dans l'alliance atlantique ; il dirige la pointe de ses coups contre le chef de file du camp impérialiste, les Etats-Unis soutien du colonialisme Français. Mais le PCA précise bien : « L'avenir de notre pays dépend avant tout de sa lutte sur le sol national. » (25)

A cette époque, de profonds changements se sont opérés dans la société algérienne. Les classes sociales se répartissent grosso modo ainsi :

#### — BOURGEOISIE :

a) Citadine : 7 200 entreprises employant 29 % des salariés (26 000 entreprises appartiennent à des Européens et emploient 300 000 salariés). Sur 4 500 milliards d'investissements privés, 8 % étaient la part d'Algériens. Sur 900 milliards de chiffre d'affaires annuels, 69 reviennent aux Algériens. Les 950 sociétés coloniales ne comprennent aucun Algérien dans leurs conseils d'administration.

Cette bourgeoisie investit dans les huileries, le tabac la limonaderie, les conserveries, le gros commerce, les transports publics, dans les terres, dans les immeubles (entre 1941 et 1954 le solde des ventes d'immeubles entre Européens et Musulmans est en faveur de ces derniers : 4041 immeubles sans parler de l'achat des immeubles aux petits propriétaires musulmans en difficulté).

Augustin Berque, alors directeur des affaires musulmanes au gouvernement général écrit : « L'apparition, depuis cinq ans, d'une classe nombreuse de commerçants enrichis au marché noir qui pour cette raison sans doute estiment ne rien nous devoir. Il en est qui ont édifiés des fortunes de plusieurs milliards. Aussi donnent-ils généreusement... peut-être pour se faire pardonner par le peuple leur fortune trop rapide. » (26)

#### b) Rurale :

8 500 propriétaires de plus de 100 ha pour un total de 630 782 exploitants algériens ; ils exploitent 1 688 800 ha sur 7 349 100 ; il faut y ajouter une partie des propriétaires de plus de 50 ha selon la qualité et la situation géographique des terres.

Les transactions entre Européens et Musulmans entre 1941 et 1954 révèlent un solde de 73 936 ha en faveur de la grosse propriété musulmane pour la première fois depuis l'existence de la colonisation. La concentration de la grosse propriété musulmane s'accroît : 5 600 de plus de 100 ha en 1947, 8 500 en 1951, au détriment surtout de la petite propriété musulmane (20 % en moins entre 1931 et 1951 ; entre 1948 et 1954 269 000 campagnards s'installent dans les villes).

Cette bourgeoisie des villes et des campagnes qui collaborait aux débuts du mouvement politique avec le colonialisme par ses élus, se réfugie dans l'attentisme, hésite entre le mouvement national et l'administration, à mesure que le colonialisme étouffe son développement ; elle est réformiste, revendique l'égalité des droits, en fait l'égalité économique avec sa concurrente européenne. Avec l'essor du mouvement national elle rejoint les positions du Manifeste en 1943 ; c'est F. Abbas qui le note dans « la Nuit coloniale ». Elle forme en 1944 une société par actions d'export-import El Ammal pour entamer le monopole du commerce extérieur détenu par sa rivale européenne. Parmi les signataires du Manifeste on trouve des actionnaires de cette société. Leur adhésion au Manifeste indique une prise de conscience de classe et n'est pas sans doute étrangère aux changements intervenus dans la partie économique de l'additif au Manifeste par rapport à ce dernier :

Il n'y est plus question, en effet, de l'expropriation de la grosse propriété foncière musulmane, mais on y revendique le retour au libéralisme économique.

#### — MOYENNE ET PETITE BOURGEOISIE :

1) Citadine : Elle constitue la fraction la plus nombreuse de la population urbaine, environ 160 000 (commerçants, artisans, propriétaires d'immeubles).

2) Rurale : 160 000 propriétaires de 10 à 50 ha et 332 000 de 1 à 10 ha.

Victime du colonisateur, elle est anticolonialiste ; sa situation est, en général, précaire ; elle fournit la clientèle du P.P.A. et dans ses couches supérieures celles de l'UDMA. Ses oscillations, son ambiguïté entre la classe ouvrière et la bourgeoisie proviennent de sa situation sans cesse menacée : propriétaire et travailleuse en même temps, par sa grande majorité. Mais au total elle joue un rôle révolutionnaire sous le colonialisme et influence les travailleurs en raison de sa position économique, de son importance numérique, de son niveau culturel.

#### — PROLETARIAT :

a) Urbain : 300 000 travailleurs permanents ou semi-permanents (et près de 150 000 chômeurs complets), et 200 000 en France sur 400 000 Algériens y résidant parmi lesquels 150 000 chômeurs. En Algérie 94 103 travailleurs en usine en 1951 ; ils étaient 45 000 en 1947 (le nombre d'usines construites entre 1940 et 1951 est de 32 dont 11 en 1944).

b) Agricole : 100 000 à 150 000 ouvriers permanents (salaire 250 francs par jour pour faire vivre une famille de 7 personnes en moyenne), 400 000 ouvriers temporaires (journaliers, saisonniers) dont la situation est beaucoup plus précaire.

Le prolétariat algérien subit le double joug du régime colonial et de l'exploitation patronale d'où sa combativité remarquable. Dans sa grande majorité il ne s'est pas formé dans une lutte contre la bourgeoisie nationale.

La majorité des ouvriers est formée de travailleurs non qualifiés ; il n'y a pas de concentration (27) dans de grandes usines ; les ouvriers agricoles sont, eux, plus dispersés encore, ils sont plus soumis à l'idéologie de petits propriétaires d'autant plus que ce sont d'anciens propriétaires pauvres. Tout cela explique les lenteurs dans la prise de conscience de classe.

Le prolétariat des villes est organisé surtout dans la C.G.T. devenue U.S.G.A. à la veille de 1954. Les plus conscients d'entre eux rejoignent le P. C. A. ; on y trouve de nombreux ouvriers agricoles malgré les difficultés à les organiser en raison des distances, de la dispersion, de l'éloignement de leurs domiciles pour les saisonniers.

Le total des syndiqués urbains et ruraux oscille entre 200 000 à 250 000 avec plus de la moitié d'Algériens.

#### — AUTRES COUCHES SOCIALES :

1) Quelques 3 000 à 4 000 personnes classées dans la rubrique professions libérales : médecins, avocats, pharmaciens, cadres supérieurs, hauts fonctionnaires. Ils expriment, en général, l'idéologie de la bourgeoisie (grande et moyenne) à laquelle ils sont liés (familles, affaires).

2) Dans la rubrique salariés, quelques dizaines de milliers d'employés : services publics, commerce, bureaux, petits et moyens fonctionnaires, étudiants, instituteurs, techniciens, personnel de maîtrise. Ils expriment en général l'idéologie de la petite bourgeoisie dont ils sont issus.

3) Le semi prolétariat urbain : marchands ambulants, petits boutiquiers, portefaix, domestiques, etc...

4) La masse importante des Algériens sans professions stables, déclassés, vivant au jour le jour.

Ces deux dernières catégories sociales sont sensibles à la propagande révolutionnaire ; elles n'ont ni conception, ni perspective, elles sont instables politiquement ; sous la direction d'une classe révolutionnaire elles peuvent entrer effectivement dans la lutte anticolonialiste et jouer un rôle positif.

Pour l'ensemble de l'Algérie, au plan de la hiérarchie sociale, on compte 7 % de cadres supérieurs algériens et 95 % de manœuvres par rapport aux Européens. 5 200 000 Algériens vivent dans le secteur traditionnel, 3 200 000 dans le secteur capitaliste évolué. Mais sur les 2 530 000 personnes du secteur non agricole on compte 990 000 chômeurs. Dans le secteur agricole dit évolué, il y a 700 000 personnes (ouvriers agricoles et leurs familles).

Les caractéristiques générales de cette situation peuvent se résumer dans ces traits :

- Faiblesse du niveau de développement des forces productives ;
- Division régressive du travail social ;
- Accroissement de la population désœuvrée ;
- Main-d'œuvre en général non qualifiée.

Cela explique, au plan politique, l'impatience, le volontarisme et l'étroitesse de vues de certaines organisations nationalistes.

Cela explique les efforts du P.C.A. pour :

- Unir la classe ouvrière et élever son niveau idéologique ;
- Unir la paysannerie pauvre, arme fondamentale du mouvement national, à la classe ouvrière et sous la direction de la classe ouvrière ;
- Forger un Front national et démocratique allant de la bourgeoisie à la classe ouvrière ; son caractère national en exclut les féodaux peu nombreux, son caractère démocratique y inclut la bourgeoisie nationale.



C'est à partir de 1943 que s'effectue la reprise de l'action syndicale ; au printemps 1945, la C.G.T. aurait compté 250 000 adhérents (Algériens et Européens).

Au cours de la période allant de 1946 à 1954, la classe ouvrière a livré les plus grandes luttes revendicatives de son histoire ; l'entrée massive des mineurs de toute l'Algérie dans les syndicats a transformé le visage de ces derniers et les cadres algériens surgissent nombreux dans l'action.

L'indice du coût de la vie qui est de 1 066 en août 1947, passe à 1 263 en novembre de la même année ; le salaire horaire de 30 francs ne bouge pas. En 1947, les sociétés coloniales font des surprofits considérables, résultat de la surexploitation des travailleurs : Société Ouenza 76 millions, Société des Phosphates de Constantine : 52 millions ; Société du chapeau de gendarme : 15 millions ; Société Bastos : 26 millions.

Décembre 1947 : 100 000 travailleurs en grève. 1948 : nombreuses luttes dont la grève de milliers d'ouvriers agricoles et celle de 84 jours des 2 000 mineurs du Kouif. 1949 : succès des grèves et journée du 25 novembre. 1950 : organisation des chômeurs. 1951 : ampleur et acharnement des luttes des ouvriers agricoles malgré une répression féroce ; les ouvriers urbains entrent dans la grève ; en tout 225 arrêts de travail, 265 000 grévistes ; le salaire officiel est augmenté de 65 % ; les grévistes de Béni Saf et d'Oran sont aidés par leurs femmes descendues par centaines dans la rue avec les militantes de l'Union des Femmes algériennes où les femmes communistes jouent un rôle déterminant. 1952 :

première conférence à Alger des ouvriers agricoles avec 138 délégués venus de tout le pays, assurés de la solidarité de dizaines de milliers de travailleurs urbains en lutte ; 261 grèves avec 265 000 grévistes. 1953 et 1954 : luttes ouvrières avec le 28 avril 1954, 130 000 grévistes, les actions de masse des fellahs d'El Oued, du Cheliff, de l'Atlas Blidéen. Cette élévation du niveau de lutte contrarie les efforts du M.T.L.D. tendant à créer une scission au sein des syndicats.

Le P. C. A., *seul en tant que Parti*, a joué un rôle d'avant-garde en appelant et en œuvrant à l'union des exploités, en défendant les revendications des travailleurs, en luttant contre la répression, en organisant la solidarité aux grévistes (il a versé le résultat de sa souscription nationale, soit 600 000 francs aux mineurs en grève en 1948) ; ses militants étaient à la pointe du combat. Des centaines de travailleurs rejoignent ses rangs.

Ces luttes revendicatives étaient liées aux luttes politiques, par l'action du P. C. A., par leur ampleur nationale, par la liaison interne entre ces luttes et la lutte nationale et par la participation des syndicats aux manifestations politiques.

Des pages entières ne suffiraient pas pour dresser le bilan des luttes politiques de ces années : contre la répression, pour un statut démocratique, dans les batailles électorales de 1948, 1951 et 1954, dans la solidarité organisée et impulsée par le P.C.A. avec le peuple marocain après la déposition du sultan Mohamed V, avec le peuple tunisien par l'organisation de journées de lutte et des caravanes en direction d'El Asnam (ex-Orléansville) où étaient détenus des militants destouriens, la solidarité envers la population sinistrée d'El Asnam en septembre 1954 avec l'U.G.S.A., par la chasse organisée par les militants communistes et la population des campagnes aux recruteurs pour la guerre du Vietnam, par le refus inébranlable des dockers refusant de charger un seul bateau d'armes pour le Vietnam (28), contre l'inclusion de l'Algérie dans le Pacte atlantique, pour la signature de l'appel de Stockholm, contre la C.E.D. (Communauté européenne de défense) syndicat des impérialistes occidentaux, luttes sous toutes les formes : meetings, manifestations violentes de rues, délégations, signatures de pétitions, etc... L'Union de la Jeunesse démocratique, l'Union des Femmes algériennes, le Secours populaire algérien, la Fédération des petits fellahs étaient engagés selon leurs objectifs propres, dans ces actions.

Dans ces luttes diverses se forgeait l'union, objectif central et politique fondamentale du P. C. A. Ainsi sont nés le Comité des intellectuels contre la répression, le Comité contre l'article 80 (article du Code pénal français réprimant toute tentative de « soustraire » l'Algérie à la « souveraineté de la France »), la Délégation algérienne au Congrès de Varsovie (PCA, UDMA, MTL, syndicats), la liste d'union des communistes et nationalistes élue à la tête des étudiants musulmans nord-africains, les listes uniques aux élections avec l'UDMA et, en 1951, avec le MTL à Oran où le P.C.A. est arrivé au premier tour en tête de toutes les autres listes, tout cela couronné en août 1951 par la formation du Front algérien pour la défense et le respect des libertés, entre le MTL, UDMA, Oulémas, PCA, syndicats, personnalités inorganisées.

La politique unitaire du PCA était inséparable de son action indépendante. Il ne cachait pas son objectif final d'une société socialiste sans la mettre au premier plan, l'objectif essentiel alors étant la libération nationale. Il expose clairement son projet de réforme agraire pour l'étape de l'indépendance. Il faisait connaître les expériences socialistes, il était le seul à le faire. Il combattait les illusions répandues par les partis nationalistes sur le soi-disant « anticolonialisme des Etats-Unis », « le réalisme de l'Angleterre » à l'égard de ses colonies, les entreprises de division du mouvement syndical par la CISL. Il combattait les illusions répandues par la presse nationaliste sur Abdallah de Jordanie, le roi d'Irak, Farouk d'Egypte, les féodaux d'Arabie séoudite tous liés à l'impérialisme et ennemis de leur peuple et de la cause progressiste arabe. Il faisait la distinction entre les monarches et la grosse bourgeoisie d'une part et les peuples arabes de l'autre auxquels l'Algérie était liée par une solidarité de combat, de culture et d'histoire.

Il œuvrait à la consolidation de l'alliance de combat avec le prolétariat français. Il montrait que l'U.R.S.S. était le bastion du socialisme et la force essentielle du front anti-impérialiste. Ce que Ferhat Abbas reconnaîtra plus tard en parlant de « providence »

et en ajoutant : « Sans l'existence et la puissance du monde socialiste, nous en serions encore au stade de la littérature colonialiste. » (29)

Le niveau politique du mouvement national s'en trouvera plus élevé. Et l'internationalisme pratique de l'Algérie des travailleurs fut rendu au centuple par la solidarité des forces ouvrières et progressistes du monde durant notre guerre de libération.

Il lutta contre l'attentisme à la suite de la crise qui secoua et coupa en deux le MTLD. Sur le front culturel il déploya une grande activité : c'est grâce à ses efforts que la municipalité accorda la salle de l'Opéra d'Alger au théâtre algérien ; « Liberté », « L'Algérie nouvelle », « France combattante » accordaient chaque semaine et chaque mois une place particulière à la vie culturelle, une grande place aux jeunes talents, écrivains, poètes, peintres, musiciens, artistes de théâtre. La revue « Progrès », les expositions et conférences mettaient en valeur ses efforts pour la renaissance de ce qu'il y a de meilleur dans notre héritage culturel.

Cette action sur tous les fronts, liant la libération nationale aux luttes immédiates était reconnue par des journaux qui étaient loin d'être socialistes. Ainsi « Le Monde » du 27 octobre 1948 parlant des communistes algériens notait l'inflexible continuité de leurs vues lointaines, leur foi, leur discipline, leur souplesse, leur persévérance.

À la veille de l'insurrection de 1954, il apparaissait comme le seul parti actif, uni autour d'une théorie scientifique, d'un programme clair, solidement organisé, discipliné. Son comité central prévoyait dès le VI<sup>e</sup> Congrès de 1952 :

« Quand on voit avec quelle puissance la colère des masses populaires explose dans les pays opprimés comme en Tunisie, il ne peut venir à l'idée de personne que l'Algérie est une oasis de paix. » (30)

L'étincelle de 1954 n'a donc pas surgi du néant ; elle est l'aboutissement des efforts de toutes les organisations politiques algériennes : organisations communistes, l'Etoile Nord-africaine, Oulamas, le Congrès, PPA, MTLD, PCA, l'UDMA. La part du mouvement ouvrier algérien dans ces efforts est considérable.

## II. — L'ACTIVITÉ DU MOUVEMENT OUVRIER ALGÉRIEN N'A PAS ÉTÉ EXEMPTÉ D'ERREURS

L'examen de ces erreurs permettra de mettre à nu les racines qui leur ont donné le jour et les efforts déployés pour les surmonter. Mais replaçons-nous dans les conditions de l'époque.

Rappelons :

— Que les idées du socialisme scientifique ont pénétré en Algérie par l'intermédiaire des travailleurs français, à la conscience de classe affirmée mais dépourvus — et il ne pouvait en être autrement — du sentiment national algérien ;

— Pendant longtemps les directions communistes sont essentiellement européennes ;

— Les barrières colonialistes linguistiques et économiques séparent les deux communautés et le poids de l'idéologie bourgeoise sur les masses algériennes est grande ;

— Le mouvement politique touche à ses débuts les milieux algériens des villes ; les menés en leur sein contre l'idéologie colonialiste et paternaliste allant jusqu'à l'exclusion réserve ; la circulaire Michel et le décret Régnier en 1935 renforceront l'arsenal des mesures répressives.

Nous avons signalé la bataille idéologique que les organisations communistes ont menée en leur sein contre l'idéologie colonialiste et paternaliste allant jusqu'à l'exclusion de la section de Bel Abbès. Cette idéologie a reculé ; nous en trouvons la preuve dans la solidarité avec Abdelkrim et contre la guerre du Rif. Un parti atteint par cette idéologie n'aurait jamais déployé comme le fit le P.C.F. et ses organisations d'Algérie une telle ardeur pour mobiliser des dizaines de milliers de travailleurs et pour préparer la grève politique de masse du 12 octobre 1925 entraînant 900 000 grévistes subissant une terrible répression, ne cédant pas. Les erreurs des organisations communistes d'Algérie entre 1920 et 1935, furent des erreurs sectaires : manière étroite de présenter la politique anti-impérialiste devant les électeurs européens, au point que les candidats communistes dans le premier collège perdent des voix considérables passant à Alger-ville de 8 111 voix en 1924 à 3 667 voix en 1925 et à 1 536 en 1928. Étroit et sectaire aussi le mot d'ordre de « Soviets partout » alors que l'étape était celle de la révolution nationale démocratique.

L'étrécissement à l'égard de la bourgeoisie nationale se manifeste dans l'appréciation de son rôle. « La Lutte sociale » de septembre 1933 estime que :

« Le clergé musulman, création de l'impérialisme français, la grande bourgeoisie, les oulémas, tous ceux qui étaient à la tête des organisations réformistes étaient sous le contrôle de la bourgeoisie française. » (31)

Même le sigle de la liste électorale formée avec l'Emir Khaled « Bloc ouvrier et paysan » est étroit. Cette erreur montre que les organisations communistes s'écartent de la ligne juste définie à la Conférence d'Alger de 1926. Elle montre que les organisations communistes d'Algérie mettent en avant les problèmes de classe (32) et n'apprécient pas d'une façon juste et l'étape politique vécue et le rôle de la bourgeoisie nationale.

La montée du fascisme en Europe, la nécessité de l'unité d'action et le redressement opéré par l'arrivée au secrétariat général du P.C.F. de Maurice Thorez amènent les organi-

sations communistes d'Algérie à adopter une politique unitaire aussi bien à l'égard des socialistes européens que de la bourgeoisie nationale : c'est ainsi que socialistes et communistes s'unissent au sein du Rassemblement populaire, que les syndicats CGTU et CGT fusionnent pour donner naissance à la C. G. T. en 1936 et que les communistes se rapprochent des Oulamas avec lesquels ils établiront des liens solides à la veille de la formation du Congrès musulman. Signalons un fait riche de signification : la collaboration oulamas-communistes, au cours de cette période de bouillonnement politique et d'action, collaboration consciente ou efforts déployés séparément mais allant dans le même sens.

La corporation des dockers était livrée jusqu'en 1932-33 au bon vouloir de quelques gangs du port maîtres du terrain, agents des acconiers, de la police, détenant les jetons d'embauche, les distribuant à prix fort, ne tolérant pas d'activité syndicale ou politique, utilisant la force ou l'intimidation contre des travailleurs dont une grande partie habitait la Casbah d'Alger, s'adonnait au vin et au kif.

Les Oulamas menèrent une grande campagne par affiches contre le vin, les fumeries, ils réussirent à attirer au Cercle du Progrès des dockers et leurs causeries contribuèrent à élever le niveau de moralité de ces travailleurs. C'est chez l'un des dockers les plus assidus du Cercle, Ennafa, que les communistes trouveront le cadre algérien qui se révélera militant syndicaliste exemplaire et un cadre communiste de valeur, sur le port ; il fera un voyage en U.R.S.S. et, en 1939, se retrouvera au camp de Djenien-Bourezg.

De leur côté, les communistes avec Torricillas, luttèrent bien des années avant pour assainir le climat du port ; les militants communistes non dockers allaient sur le port pour expliquer et organiser. La conjonction entre le prêche moral des Oulamas et l'éducation politique des communistes est à l'origine de l'isolement du gang, de sa défaite, de l'édification d'un syndicat solide ; cette évolution gagna tous les ports algériens et l'on connaît ses conséquences sur le rôle national que joueront les dockers à des périodes cruciales de notre histoire.

Est-ce par hasard si la circulaire Michel de 1935 est dirigée *uniquement contre les Oulamas et les communistes* ? aux premiers elle interdisait le prêche dans les mosquées, contre les seconds elle dressait des barrages dans les campagnes.

Abel Ferry voyait clair en 1913 lorsqu'il déclarait à la Chambre des députés, en France :

« Et l'histoire montre que, quand les problèmes sociaux puisent leurs forces dans les complications religieuses, dans les ressentiments nationaux, ils ont alors une force d'explosion incomparable. » (33)

Le PCA, dès sa création en octobre 1936, se donne une direction où des Algériens occupent les postes les plus responsables. Mais la composition du Parti n'est pas encore à l'image de l'Algérie. Il ne parle pas d'indépendance nationale ; cette formule est remplacée par des mots d'ordre plus généraux dont le sens *indiscutablement montre qu'il s'agit de la lutte pour la fin du régime colonial*, mais il n'apparaît pas ainsi à une certaine jeunesse de l'époque qui pense que le PCA a abandonné ce mot d'ordre et qu'il est devenu réformiste.

Ecartons tout de suite l'accusation gratuite et passionnelle d'abandon de la lutte nationale par le PCA. Elle ne résiste pas à l'examen.

En France le Front populaire est victorieux mais le danger fasciste avance en Europe. Ce danger fasciste, le peuple algérien le pressent comme un danger considérable pour son avenir. En Algérie les fascistes sont organisés. La grosse colonisation est leur bâilleur de fonds. Ils sont en liaison avec Franco, l'Allemagne et l'Italie, comme le montre Gabriel Péri. La grosse colonisation devant la victoire des forces de gauche en France et la montée du mouvement populaire en Algérie craint pour ses privilèges. Elle est prête à tenter en France l'aventure de Franco en Espagne. Elle cherche par le PPF et les ligues fascistes à entraîner des Algériens comme Franco l'a fait avec Abdelkhaleq Torrès au Rif où les légions furent levées contre la République espagnole.

La charte revendicative modérée du Congrès musulman apparaît comme un signe de sagesse et de réalisme car le coup principal devait être porté contre cette grosse coloni-

sation ; pour cela il fallait l'isoler et s'unir aux démocrates français. Le Congrès a-t-il raisonné aussi lucidement ? ou bien cette modération reflète-t-elle le niveau général du mouvement ? Il est facile de répondre par l'affirmative à la deuxième question. Pour ce qui concerne les communistes, la tactique adoptée découle de leur devoir de patriotes algériens et d'internationalistes. Il ne leur était pas indifférent que le fascisme triomphât ou non en Europe et ils avaient raison. Mais qu'est-ce que le fascisme ?

Avant 1914-1918, les représentants des trusts et du capital bancaire formant l'oligarchie financière exerçaient leur domination dans le cadre de l'Etat démocratique bourgeois. Leurs privilèges n'étaient pas dangereusement mis en cause.

Après la Première Guerre mondiale, la conscience de classe du prolétariat se développa, la victoire de la Révolution d'Octobre encouragea les mouvements révolutionnaires dans le monde ; des Partis communistes naquirent dans de nombreux pays. La classe ouvrière utilisa la démocratie bourgeoise pour développer sa propagande, s'organiser, agir, devenant une grave menace pour le pouvoir politique du capital.

La grande bourgeoisie devait trouver d'autres moyens pour maintenir sa domination ; les libertés démocratiques lui étaient devenues dangereuses.

C'est en Allemagne, défaite, écrasée et humiliée par le traité de Versailles et que la crise économique du capital mondial plonge dans un terrible marasme que Hitler triomphera faisant des déclassés, des chômeurs, de la petite bourgeoisie ruinée, sa base de masse ; il est financé par les magnats de l'industrie lourde, la haute banque et les gros propriétaires fonciers inquiets devant la montée d'une classe ouvrière combative et d'un Parti communiste puissant. On connaît la suite. En décembre 1933, la III<sup>e</sup> Internationale communiste définit le fascisme hitlérien de « dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier », ajoutant : « le fascisme, né au sein de la démocratie bourgeoise, est, aux yeux des capitalistes, un moyen de salut contre l'effondrement du capitalisme. » En juillet-août 1935, son VII<sup>e</sup> congrès lance le mot d'ordre de Front unique antifasciste. Qui peut contester aujourd'hui le bien-fondé de ce mot d'ordre valable pour tous les peuples ?

Et comment ne pas rendre hommage à la clairvoyance des hommes, quelle que fût leur opinion, qui en 1935 et 1936 comprirent que l'intérêt immédiat de l'Algérie et son avenir résidaient non dans une rupture avec la France du Front populaire, mais dans une union de combat contre les mêmes ennemis à l'intérieur et à l'extérieur.

Mais ce combat antifasciste nécessaire et éminemment national aurait été mieux conduit si le PCA l'avait lié explicitement à la libération nationale. Son appui à la charte du Congrès n'aurait pu être taxé de réformiste.

A-t-il bien fait d'accepter la charte du Congrès musulman et le projet Blum-Violette comme plate-forme commune dans la lutte anticolonialiste ? Indiscutablement oui.

C'est autour de ce projet que la polémique s'instaura. Messali estimait que c'était un instrument de « désagrégation de la société musulmane ». Les congressistes insistaient sur le respect par le projet du statut personnel des Algériens appelés à en bénéficier.

C'était avoir peu confiance dans l'attachement des Algériens à leur personnalité et dans les perspectives de la lutte nationale que de craindre la désintégration de l'Algérie par le projet Blum-Violette. (34) Est-ce que l'ordonnance du 7 mars 1944 qui était au fond le projet Blum-Violette élargi, a empêché l'Algérie d'avancer vers sa libération tout en utilisant les voix des 60 000 Algériens bénéficiaires de cette ordonnance pour affaiblir à l'intérieur du 1<sup>er</sup> collège les pires colonialistes ?

En vérité, ce qui est au fond du débat, c'est le rôle des réformes dans la marche de la Révolution et dans la situation politique de 1936. Cette situation est caractérisée :

- Par une montée extraordinaire du mouvement populaire algérien autour des revendications du Congrès et du projet Blum-Violette ;
- Face à la grosse colonisation terrienne liée organiquement au fascisme international et ouvertement séparatiste (35) et avec la victoire du Front populaire, une alliance de fait

s'est réalisée entre les masses populaires françaises et les masses populaires algériennes contre le fascisme, danger principal de l'heure ;

- Le coup principal devait être, en Algérie, dirigé contre la grosse colonisation terrienne qu'il fallait isoler ; le programme du Congrès réalisait les conditions de cet isolement ;
- Tout succès, et en particulier l'obtention du projet pourtant modeste autour duquel se cristallisait pour le moment la contradiction peuple algérien-grosse colonisation aurait porté la lutte de l'Algérie à un niveau supérieur, consolidé son unité, accru sa confiance, éclairé ses perspectives.

Pour un réformiste, la réforme est tout ; elle suffit à changer la situation politique. Pour un révolutionnaire, une réforme arrachée par la lutte est un moyen de lutte pour avancer vers l'objectif principal, c'est un compromis reflétant un rapport de forces à un moment donné du combat, entre la révolution et la réaction. Il est incontestable que la charte du Congrès, et en particulier le projet Blum-Violette, ont mobilisé les masses. Arrachés malgré et à cause de l'opposition de la grosse colonisation, ils auraient porté le mouvement populaire à un niveau supérieur.

Le tort du PPA est d'avoir, par une politique du tout ou rien, contribué à l'échec du Congrès

L'erreur du PCA est de n'avoir pas clairement lié les revendications immédiates à la libération nationale ; d'autant qu'au sein du Congrès il y avait des forces réformistes et des partisans de l'assimilation (parmi les élus et les représentants de la SFIO). Cette liaison lui eût permis de se différencier davantage de ces derniers (se rappeler que la proposition, par le PCA, d'un Parlement algérien avait été écartée par le Congrès), de se rapprocher peut-être du PPA et d'apparaître, aux yeux des masses, comme le Parti du pain, des libertés démocratiques et de la libération nationale, face au colonialisme et au fascisme.

Elle a la même racine que l'erreur commise à propos de la nation. La formule nation en formation adoptée en 1939 constitue une prise de position nationale par rapport à ceux qui, comme Ferhat Abbas, niaient son existence ; elle est plus proche d'une conception scientifique de la nation que celle, idéaliste, de Messali, parce qu'elle correspond à la définition moderne de la nation, à l'apparition du marché national et de la bourgeoisie. La nation allemande et la nation italienne se sont formées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ; la plupart des nations d'Afrique ne sont pas formées encore et pourtant elles sont indépendantes ; tout cela souligne l'inanité des critiques adressées au PCA et selon lesquelles parler d'une nation en formation c'était nier son droit à l'indépendance.

Ceci dit, le contenu ethnique proposé à cette nation subordonnait dans la pratique la formation de cette nation à la fusion, en son sein, de la communauté européenne. Les communistes sont pour l'égalité des races, ils bannissent le racisme, les inégalités ; en outre le parti de la classe ouvrière dans chaque pays ouvre ses rangs à tous les exploités sans distinction de race ou de religion ; l'un des mérites du PCA est d'avoir réalisé cette union, d'avoir soustrait par suite une fraction des Européens à l'influence néfaste de la colonisation, d'avoir formé les Maillot, Peschard, Raffini, Serrano, etc..., d'avoir ainsi rendu à la cause de l'Algérie un service très grand.

Cependant, cette conception renvoyait, objectivement, à une échéance lointaine la formation de cette nation hypothétique. Dans les conditions de l'époque, étant donné le poids et le rôle de l'immense majorité de la population européenne, cette vue utopique aboutissait finalement à la négation d'une nation algérienne qui pouvait fort bien cohabiter sur son sol et dans le cadre de l'indépendance, avec une minorité d'origine étrangère comme le montre l'expérience de nombreux pays.

Abordons la période du retour à la lutte légale en 1943.

De 1943 à juillet 1946, tout en s'affirmant anticolonialiste et en portant ses coups à l'intérieur contre la grosse colonisation (qui s'était démasquée par sa collaboration avec les Allemands) et à l'extérieur contre le fascisme dans le cadre de la guerre qui se poursuivait contre l'Allemagne hitlérienne, le PCA mit l'accent sur les revendications immédiates,

politiques, économiques, sociales. La lutte pour le pain, dans un pays où la famine frappait les masses déshéritées, avait un caractère national évident. Les partis nationalistes sous-estimaient le problème du pain quotidien. Cette action du PCA lui vaudra, aux élections de 1945, un succès considérable face aux candidats de l'administration. Ce succès contribuera à la convaincre que la lutte pour le pain est « le maillon de la chaîne » comme le dit un cours sur la stratégie et la tactique à l'Ecole centrale des partis communistes d'Afrique du Nord en 1945. D'autant que les communistes savent, comme le dit Marx, que « si les travailleurs lâchaient pied dans la lutte revendicative, ils se priveraient de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de grande envergure ».

Mais ici encore c'est la liaison qui ne fut pas faite entre le mot d'ordre juste du pain, la lutte revendicative nécessaire et la lutte pour la libération nationale, c'est la mise sous le boisseau de ce dernier mot d'ordre.

Et pourtant, le fond de l'analyse de la situation politique générale faite par le PCA est correcte ; l'ennemi principal des peuples et de leur liberté est le fascisme hitlérien ; une alliance *de fait* existe entre l'Algérie et la France de la Résistance où s'opèrent des changements (y compris avec la fraction gaulliste qui parle pourtant d'Empire) malgré la contradiction entre le peuple algérien et l'impérialisme français ; c'est que le contenu de la guerre menée par la France à ce moment-là est *objectivement progressiste* grâce à la présence de l'URSS dans la guerre et parce que cette guerre était dirigée contre l'aile la plus dangereuse alors de l'impérialisme, le fascisme hitlérien.

De ce fait l'antagonisme Algérie-France passe au second plan. Vue clairvoyante que les Partis nationalistes ne partageront pas (36). Il fallait un grand courage politique au PCA pour soutenir seul, en tant que Parti, ce point de vue et adopter la stratégie conforme aux intérêts profonds du peuple algérien.

*Qu'on songe un instant aux conséquences d'une victoire de l'Allemagne hitlérienne sur l'avenir des mouvements de libération et du socialisme !* Le rôle d'un parti d'avant-garde est précisément de s'élever au-dessus des intérêts momentanés du mouvement, pour voir plus loin et plus haut ; l'intérêt supérieur du peuple algérien était inséparable de l'intérêt général de la coalition anti-hitlérienne malgré les objectifs et les buts différents et parfois contradictoires des composantes de cette coalition.

Certains nationalistes arabes, comme Younès Bahri, étaient les alliés d'Hitler ; révolutionnaires émotifs et non révolutionnaires conscients, ils ont fini comme collaborateurs du pire ennemi des peuples et de la liberté. Des Algériens furent sollicités par la propagande hitlérienne pour s'enrôler dans l'armée allemande ; certains acceptèrent comme on le sait. En Tunisie, le journal *An Nahda*, était au service de Mussolini. Des tracts hitlériens circulaient en Algérie.

On ne répond pas aux questions posées par une situation extrêmement complexe par des vues simplistes empreintes d'esprit de facilité et de sentimentalisme pour tout dire dangereuses pour l'avenir d'un peuple. Notons que sous Vichy aucun Parti nationaliste n'émit une opinion contre la dure oppression subie par l'Algérie (37) et alors que Messali était condamné à 16 ans de travaux forcés. L'appel au boycott de l'armée française par des nationalistes était aussi une erreur, du point de vue de la lutte anti-hitlérienne et d'un autre point de vue : la nécessité, pour un peuple opprimé, d'apprendre le maniement des armes.

Ceci dit, l'erreur du PCA n'en apparaît que plus importante, car dans l'intérêt même du combat anti-hitlérien il fallait lier explicitement à ce combat l'aspiration de libération de l'Algérie. Comment vouloir stimuler l'effort de production des travailleurs algériens, comment vouloir convaincre les jeunes d'aller combattre en Italie et en France l'hitlérisme si on ne leur montre pas que c'est là, pour le moment, le seul chemin national, le moyen le meilleur pour, qu'avec tous les peuples opprimés, l'Algérie se libère des chaînes coloniales ?

L'étroitesse des Partis nationalistes n'est pas étrangère à la manière dont le PCA a réagi au début des événements de mai 1945. L'erreur d'appréciation du PCA quant

à la coresponsabilité des colonialistes et des dirigeants du PPA est grave. Mais elle ne dispensa pas de se pencher un jour sur la responsabilité politique de ces derniers pour l'absence ou l'insuffisance de vigilance dont ils ont pu faire preuve avec ceux du Manifeste insuffisamment encadré et vulnérable.

Le mouvement né à partir du Manifeste, son ampleur considérable ont certainement effrayé l'impérialisme. On ne peut exclure une provocation ourdie par la police avec les premiers accrochages de Sétif (38). Une organisation révolutionnaire naissante et d'une telle importance se devait d'être sur ses gardes. Le PCA, dans ces conditions, avait-il eu raison de refuser son adhésion au Manifeste tout en restant indépendant, et n'a-t-il pas commis une autre erreur en créant les « Amis de la Démocratie », autour de revendications immédiates ? On est tenté de répondre par l'affirmative. En vérité on sent nettement, dans ces positions du PCA, une insuffisance de souffle national.

Et le rapport du comité central pour le V<sup>e</sup> congrès du PCA (1949) avait parfaitement raison de dire publiquement :

« Jusqu'en juillet 1946, le Parti n'avait pas une appréciation nette de la puissance du mouvement national. Partout son orientation était erronée, il se trouvait ainsi isolé du mouvement national. »

La cause profonde de cette erreur se résume dans la sous-estimation persistante du facteur national.

Cette sous-estimation trouve sa source première dans la composition européenne, comme nous l'avons déjà souligné, des premières organisations communistes, étape inévitable pour des raisons historiques, ce qui ne diminua aucunement le rôle positif joué par ces travailleurs. Le mouvement national a grandi, la composition ethnique des organisations communistes s'est améliorée, et pourtant l'erreur persiste.

Pire : alors que l'indépendance est revendiquée en 1920-1932 avec des cadres européens, elle disparaît lorsque les cadres algériens apparaissent.

A partir de cette étape, et jusqu'au redressement de 1946, on peut formuler l'hypothèse que cette sous-estimation s'alimente :

1) A une fausse appréciation du rôle de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, comme le révèle la lecture de « La Lutte sociale » ;

2) A la sous-estimation d'un autre facteur subjectif qui est une composante de la personnalité de l'Algérie : le rôle positif joué par les valeurs arabo-islamiques sous l'occupation coloniale : cette affirmation semble contredite par la collaboration communiste oulamas en 1935-1937 ; mais il est possible que cette faiblesse ait été surmontée durant cette période dans la pratique de l'unité d'action ;

Cette sous-estimation du facteur arabo-islamique s'est traduite longtemps par une certaine incompréhension des rapports particuliers entre notre pays et les autres pays du monde arabe auquel le lient l'histoire, la culture, la langue, la religion, la solidarité.

3) A la sous-estimation du rôle de la paysannerie en direction de laquelle des efforts suffisants n'étaient pas faits, faiblesse aggravée par le nombre limité de cadres algériens paysans ;

4) La surestimation du rôle anticolonialiste des travailleurs européens, ce qui dénote une sous-estimation de l'influence de l'idéologie colonialiste dans leurs rangs ; on peut se demander si les efforts nécessaires faits en leur direction, y compris les efforts de réflexion, d'élaboration n'ont pas été effectués au détriment de ceux prioritaires en direction des masses algériennes. Le mot d'ordre d'arabisation du Parti, en 1932-1935, dénote à la fois sa composition ethnique essentiellement européenne et l'efficacité relative de ces efforts en l'absence, à partir de 1934, d'une ligne nationale claire.

Cette sous-estimation du facteur national est liée à la surestimation des possibilités de

la révolution prolétarienne en France et par suite à la sous-estimation des forces libératrices au sein de notre peuple.

L'exemple des colonies tsaristes libérées par le prolétariat russe après Octobre 1917 a pu influencer le PCA durant une certaine période en rapport avec les changements positifs survenus en France, avec le Front populaire et au lendemain de la libération du sol français avec un Parti communiste puissant aux grandes traditions de lutte anticolonialistes.

C'eût été une erreur de faire table rase de cette éventualité, non point par une répétition de l'expérience russe (nous sommes en 1945, en plein essor des mouvements de libération), mais pour stimuler la lutte sur le sol national en faisant prendre conscience des aspects bénéfiques de l'alliance et des rapports nouveaux avec une France pouvant aller au socialisme dans un monde menacé par l'emprise de l'impérialisme américain. Mais encore une fois, sans estomper l'objectif national algérien.

Il n'est pas sans intérêt de remonter dans le temps pour retrouver ce qui a pu, dans les positions de la III<sup>e</sup> Internationale, alimenter cette erreur européocentriste.

Soulignons d'abord l'immense et inestimable richesse théorique et pratique de la III<sup>e</sup> Internationale et de ses sections nationales sans lesquelles le mouvement de libération n'aurait pu atteindre l'ampleur qu'il prendra plus tard et les victoires qu'il remportera. Elle a mené, sous l'impulsion de Lénine d'abord et tout le long de son existence jusqu'à sa dissolution en 1943 une lutte sans merci contre les conceptions colonialistes et paternalistes répandues par la bourgeoisie et les partis socialistes et fait triompher l'aspect de l'internationalisme prolétarien dans les rangs de la classe européenne.

Elle a montré la liaison intime, organique entre les luttes du prolétariat russe au pouvoir, des prolétaires des pays capitalistes et des peuples colonisés dans le processus de la révolution mondiale et la nécessité de les souder dans un Front anti-impérialiste unique.

Elle a, en synthétisant les leçons de la libération des peuples de l'ancien empire des tsars, des peuples de Chine, de l'Inde, d'Égypte, accumulé un grand trésor théorique qui garda une grande valeur d'actualité, montrant aux peuples qu'il est possible d'atteindre l'étape socialiste sans passer par l'étape capitaliste.

Elle a, enfin, joué un rôle historique ineffaçable en aidant à la construction de Partis communistes, en introduisant le socialisme scientifique dans les pays colonisés.

Mais il lui est arrivé de sous-estimer la force du facteur national dans les colonies. Dans les années 1920, le mouvement de libération ne semblait pas assez fort pour constituer un facteur décisif en vue de détruire le joug de la bourgeoisie coloniale. Les partis du prolétariat apparaissaient comme le fer de lance du combat anti-impérialiste, certains prêts à triompher. Cette analyse se reflétait dans les thèses du Congrès constitutif de l'Internationale.

« L'affranchissement des colonies, disaient les thèses du 1<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale (page 167), n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. »

Cette thèse contribue à fonder la nécessité de l'alliance entre le prolétariat du pays oppresseur et le peuple opprimé et, en ce sens, elle est juste ; mais en liant *obligatoirement* le processus de la libération des colonies à celle des métropoles, elle contribue à sous-estimer des possibilités de libérations séparées, elle sous-estime le mouvement de libération. Cette appréciation n'est pas étrangère aux erreurs de 1936 et de 1943-1945.

N'explique-t-elle pas — en liaison avec certaines appréciations rigides qui ont caractérisé la période du culte de la personnalité de Staline — « le placage » à l'Algérie de

certains mots d'ordre strictement français qui pouvaient dénaturer la politique nationale du PCA ? Etait-il juste, par exemple, que les députés communistes algériens votent pour Naegelen à la présidence de la République française en fonction de son attitude hostile à la CED et en oubliant son rôle en Algérie ?

Par contre, la position du PCA, comme celle du Parti communiste vietnamien et de Ho Chi Minh pour l'Union française (39) était fondamentalement juste. En effet, les dispositions de la Constitution française concernant cette Union française était le résultat d'un compromis entre la bourgeoisie française et les peuples colonisés par la France aidés par la classe ouvrière française. Pour le PCA c'était un moyen d'aller à une libération nationale réelle dans le cadre de la situation mondiale de l'après-guerre : changements positifs en France avec une démocratie renouée et danger d'implantation des Etats-Unis dans les anciennes colonies françaises et anglaises.

Personne ne peut nier que les dispositions de l'Union française ont aidé aussi l'Afrique noire « française » à s'organiser, à se libérer, en utilisant les possibilités arrachées d'autant que l'Afrique du Nord et l'Algérie étaient alors en feu. L'exemple de la Guinée en témoigne. Personne ne peut nier que le compromis d'Evian ne contenait pas de dispositions aliénantes mais il était positif et par la lutte ces dispositions ont été liquidées.

Il en était de même avec l'Union française qui obligeait juridiquement la France à « conduire » les peuples colonisés à la libre disposition. Refuser le compromis c'eût été faire preuve d'une absence de confiance dans les capacités du peuple algérien.

Lorsque l'Union française fut vidée de son contenu, le PCA la rejeta et réaffirma avec force la revendication de l'Algérie à l'indépendance. A cette date, en 1950-1951, le redressement politique amorcé en 1946 par le PCA fut achevé pour l'essentiel.

Rappelons que ce redressement se réalise dans le cadre de grandes luttes populaires, politiques, économiques et sociales, culturelles et idéologiques. Dans ces luttes, les communistes étaient à la tête des masses. La correction des erreurs s'est faite ainsi dans la vie et l'action. A la veille de 1954 le PCA était plein de vitalité, comme nous l'avons vu succinctement. Et cette vitalité politique commençait à se faire sentir dans l'organisation et l'émergence des cadres algériens.

La vie du Parti communiste algérien vérifie cet enseignement de Lénine : « Un parti révolutionnaire ne s'affaiblit pas en reconnaissant ses erreurs ; l'autocritique est le signe d'un parti sérieux et honnête ; le Parti s'éduque et éduque les masses par l'examen critique de son activité ; il se fortifie et gagne la confiance des travailleurs. »

Les partis nationalistes ont commis des erreurs ; ils n'ont jamais procédé à une auto-critique publique ; c'est l'une des raisons pour lesquelles ils étaient en crise larvée ou aigüe à la veille de 1954 ; ils ont sombré au cours de la guerre de libération au cours de laquelle le PCA s'est maintenu, tout en soutenant sans défaillance le FLN par une action indépendante dans le cadre de l'objectif commun. Ce maintien a été bénéfique au combat. L'influence de son apport depuis son existence et celle des organisations se fait sentir dans le niveau atteint par la classe ouvrière, dans la Charte de Tripoli, dans la politique extérieure anti-impérialiste, dans la voie non capitaliste choisie par le peuple algérien, dans l'option socialiste.

Ainsi la lutte du mouvement ouvrier a été hautement bénéfique pour l'Algérie.

Aujourd'hui ce qu'il y a de meilleur dans l'apport du mouvement ouvrier et national algérien, dans son histoire, ses luttes, ses sacrifices, sa pensée, histoire, luttes, sacrifices et pensée d'hommes et de femmes de chair et de sang, de travailleurs urbains et ruraux, en bref ce qu'il y a de meilleur dans son héritage est pris en charge d'une manière critique et enrichi, dans les luttes de l'Algérie indépendante, par notre Parti qui se veut leur continuateur, par le PAGES où s'allient l'élan national du patriotisme et le ferment révolutionnaire du marxisme-léninisme.

## CONCLUSION :

### QUELQUES LEÇONS DE CETTE EXPÉRIENCE

1) Les erreurs d'un parti marxiste-léniniste ne mettent pas en cause les fondements du socialisme scientifique, guide pour l'action ; ces erreurs proviennent de l'application dogmatique ou révisionniste du marxisme-léninisme, de la méconnaissance de la situation concrète.

2) S'il est vrai qu'il n'y a pas de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire, il n'en est pas moins vrai que la pratique sociale est le critère de la justesse d'une théorie. La théorie ne permet de voir clair et d'avancer que si elle reste vivante et créatrice. Lénine écrivait :

« Le marxisme doit tenir compte de la vie, des faits précis de la réalité et non se cramponner à la théorie d'hier qui, comme toute théorie, est tout au plus capable d'indiquer l'essentiel, le général, de fournir une idée approchée de la complexité de la vie. » (40)

3) Un parti marxiste-léniniste doit avoir à sa tête une direction collective qui allie la doctrine à la lutte et à l'expérience des masses, créant les conditions pour une participation effective à la vie, à la pensée et à l'action du Parti, de tous les adhérents, afin que la ligne du Parti soit la somme des efforts de tous.

4) Le Parti marxiste léniniste, dans notre pays, doit être lié étroitement aux masses, par sa composition : ouvriers, paysans, pauvres, intellectuels révolutionnaires par ses actions, par la présence de ses militants dans les organisations de masse et travailler à réaliser l'unité de la classe ouvrière, son alliance avec la paysannerie pauvre, un Front avec toutes les forces anti-impérialistes et anti-réactionnaires.

5) Un Parti marxiste-léniniste doit lutter sur deux fronts : le sectarisme qui tend à le séparer des masses, l'opportunisme qui tend à l'y dissoudre, deux erreurs qui conduisent à la liquidation.

6) Un Parti marxiste-léniniste doit lutter contre l'anticommunisme non seulement parce qu'il est le fait des ennemis violents de la classe ouvrière, les ultraréactionnaires, les grands propriétaires fonciers, mais parce que, pour chaque pays, l'anticommunisme est antinational et qu'il conduit à livrer le pays au néocolonialisme à l'extérieur et aux classes antipatriotiques à l'intérieur.

Telles sont quelques leçons tirées de l'Histoire du mouvement ouvrier en général et du nôtre en particulier.

ALGER, 1972.

En préparation :

ESSAI SUR LE ROLE ET L'ACTIVITE  
DU PCA DURANT LA GUERRE DE  
LIBERATION NATIONALE (1954-1962)